

QUEL CAP POUR LA SÉCURITÉ DE L'EUROPE ?

Jeudi 26 septembre, 16h30-18h, Salle Azur



Katrin Aus Dem Siepen, Bruno Tertrais, Nicole Gnesotto et Sylvie Matelly

L'idée d'une défense européenne n'est pas nouvelle. Elle remonte au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et n'a jamais quitté les débats, sans néanmoins qu'un accord ne soit trouvé. L'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022 a bouleversé la donne. Depuis, une question est sur toutes les lèvres : peut-on réellement, alors que cela s'avère plus nécessaire que jamais, construire une défense européenne ?

À ce titre, l'annonce de la nouvelle Commission européenne mi-septembre avec, pour la première fois, un commissaire à la défense et à l'espace, le lituanien Andrius Kubilius, est inédite, preuve qu'il y a une réelle volonté de faire progresser cette idée. Comme le

ANIMATION

Sylvie Matelly, Directrice de l'Institut Jacques Delors

INTERVENANTS

Katrin Aus Dem Siepen, Directrice du service politique de l'Ambassade d'Allemagne en France

Nicole Gnesotto, Vice-Présidente de l'Institut Jacques Delors

Bruno Tertrais, Directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche Stratégique

« L'OTAN s'est révélée être la seule institution capable de défendre l'Europe »

Bruno Tertrais

rappelle Bruno Tertrais, Directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche Stratégique, jusqu'à présent, la défense de l'Europe a toujours été le rôle de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), même si le Traité de Lisbonne lui donne la possibilité de se défendre elle-même, alors que la sécurité collective est le domaine de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Mais quelles leçons doit-on tirer de la réaction de l'Europe après deux ans et demi de conflits en Ukraine ? « D'abord l'OTAN s'est révélée être la seule institution capable de défendre l'Europe aujourd'hui, je dis bien aujourd'hui, explique-t-il. Ensuite, il faut se féliciter de la réaction de l'Union européenne (UE) très rapide après le 24 février 2022, sur les sanctions et la capacité à aider l'Ukraine. » L'augmentation des budgets de défense, très inégale selon les pays, s'explique selon lui par un



« La Russie a sapé et violé les traités de désarmement »

Bruno Tertrais

ressenti du choc de cette invasion très différent, que l'on soit polonais, estonien ou français. « La géographie et l'Histoire, ça compte ». Car, faut-il que la France se prépare à une guerre de haute intensité, alors que la question des stocks, des munitions et des missiles est redevenue un sujet ? « Je ne crois pas, poursuit-il, tout en saluant la fin de la naïveté sur les intentions de Poutine. De plus, il salue la capacité de l'Europe à trouver « des chemins de traverse pour éviter qu'un seul pays, la Hongrie, ne fasse obstacle à l'aide à l'Ukraine. »

Mais cette guerre a-t-elle entraîné de réelles avancées en matière de dé-

fense européenne ? Oui, répond Nicole Gnesotto, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors. « Il y a 10 ans, lorsque je travaillais à l'UE sur les questions de sécurité, c'était un sujet exclusivement français, les autres étaient contre, sauf l'Allemagne qui était plutôt ambiguë. Aujourd'hui, c'est un consensus relativement sérieux entre les Européens pour construire les éléments d'une défense commune. » Deux facteurs à cela : la menace russe et l'incertitude américaine sur l'avenir de l'OTAN. Cette double inquiétude a engendré des augmentations de budgets de défense jusqu'à 100 milliards rien que pour l'Allemagne, soit deux fois plus que pour la France. Autre évolution constatée, l'abandon de la neutralité de pays comme la Finlande et la Suède, entrés dans l'OTAN en seulement quelques mois après des décennies, voire des siècles pour la Suède, de neutralité sur la politique extérieure.

Mais tout cela est-il durable ? Nicole Gnesotto relève des difficultés majeures, notamment à propos d'un lien entre le renforcement de l'industrie européenne de défense et la création d'une politique commune de défense. Existe-t-il réellement, ce lien ? « Les Européens font semblant de penser que oui, mais je pense que c'est faux car il y a un plafond de verre entre une volonté industrielle commune et un désir politique de mourir ensemble. Ce ne sont pas les industriels qui vont décider de ça, mais les politiques. » Il est vrai que le consensus actuel en matière de défense vient d'une menace extérieure et non d'un désir de construire et de se renforcer profond. Car, si les deux menaces évoquées précédemment, à savoir la conquête de territoire par la Russie et le désengagement des États-Unis dans l'OTAN, devaient disparaître, est-ce que ce consensus perdurerait ? « Je n'ai pas la réponse », poursuit-elle.

D'autant que, ces augmentations de budget de défense ne sont-elles pas tournées vers la dépense nationale plutôt

« La géographie et l'Histoire, ça compte »

Katrin Aus Dem Siepen

qu'européenne ? Pour Bruno Tertrais, il y a un malaise français vis-à-vis de l'Allemagne qui jouerait pour elle-même, reconnaissant que c'était là probablement une perception de l'esprit. « Que l'Allemagne défende ses intérêts nationaux, c'est normal, mais il y a le sentiment d'un surcroît de nationalisme allemand, et je m'empresse de préciser que les Français font pareil » tempère-t-il. Katrin Aus Dem Siepen, directrice du service politique de l'Ambassade d'Allemagne en France, rappelle que l'Ukraine est plus proche des frontières allemandes que de celles de la France, et qu'1,2 millions de réfugiés ukrainiens ont été accueillis dans son pays, avec plus de 35 milliards de dépense en aide humanitaire, justifiant ainsi une inquiétude majeure face aux intentions de Vladimir Poutine, « qui ne se limitent pas à l'Ukraine, estime-t-elle, puisqu'il veut changer le statu quo et faire une Russie puissante qui contrôle une région sous influence. La Russie a sapé et violé les traités de désarmement, et mis en œuvre une économie de guerre avec une concentration extrême des pouvoirs. Pour l'Allemagne, il est clair que la Russie est la plus grande menace pour l'Europe. »

De plus, peut-on parler de nationalisation de l'armement en Allemagne alors que le pays achète beaucoup aux États-Unis, ce qui lui est d'ailleurs reproché par la France ? Sur ce point, l'Allemagne jouerait la carte



Retrouvez
l'intégralité
de ce débat
sur YouTube

du pragmatisme, favorisant un mélange entre armement européen et américain. Mais rien ne dit que cela permette, à terme, d'imaginer une Europe plus active au sein de l'OTAN. Quand on parle d'ailleurs de « pilier européen de l'OTAN », Bruno Tertrais n'y croit pas. « C'est une lubie française. Des pays européens plus forts et des États-Unis qui pèsent moins, ça oui, mais l'idée d'un véritable pilier qui agirait comme une sous-organisation autonome dans l'OTAN, ça, c'est incompatible avec la manière dont cette organisation fonctionne. » À contrario, Nicole Gnesotto trouve cette idée d'un « pilier européen » séduisante, justement parce qu'elle n'est pas clairement définie. « Personne ne sait ce que veut dire ce concept, s'amuse-t-elle. Je pense que la seule formule valable serait qu'en cas de conflit où les États-Unis voudraient agir, alors c'est l'OTAN qui serait saisie. Si ce n'est que les Européens seuls, alors ce serait ce pilier dont on parle, au sein même de l'OTAN, et sans les États-Unis. Le problème, serait alors le cas où ces deux partenaires n'auraient pas la même analyse de la situation. C'est là-dessus qu'il faudrait se pencher » conclut-elle.

Une chose est sûre, les deux piliers historiques de la défense européenne, la France et l'Allemagne, qui ont porté tous les projets en matière de défense depuis la création de l'UE, sont aujourd'hui les plus affaiblis politiquement. D'une part l'Allemagne, au sortir de la guerre, avait fondé son identité sur le pacifisme et le commerce sans entrave avec la Russie et la Chine, ce qui ne peut plus fonctionner actuellement. Et d'autre part, la France, qui avait fondé son leadership sur l'idée d'une Europe politique capable de traiter d'égal à égal avec les États-Unis, n'en est plus capable après ses échecs en Afrique, au Liban, et une certaine « versatilité sur la Russie » ajoute Nicole Gnesotto. Alors qui pour prendre la relève ? La Pologne ? Comme elle le souligne, « un pays autant nationaliste peut-il construire une Europe de la défense ? ».